

[Text]

effect, but I agree with you that there is, in the capital gains tax, as there is in the income tax, as there is in the corporate profit tax, some tendency to tax pur inflation and not real gains, if you like. Everywhere that that occurs—

Senator Godfrey: Not with the Income Tax Act.

Dr. Stewart: As I say, in the corporate profit tax it is alleged that there we tax pur inflation gain and not real profit, but I agree that in the indexing of personal income taxes it is designed precisely to prevent that.

The Chairman: You said that the capital stock may well have to be replaced with more energy-efficient equipment, and that this would create a more labour-intensive economy. Did I get that right?

Dr. Stewart: I guess I put it in steps. We have, if you like, a relatively capital-intensive economy now. The world of the future does seem to be one that moves a little more back in terms of labour intensity.

The Chairman: Given one of the problems of regional disparities is often high variations in unemployment rates, does that have any implications in your mind for the alleviation of regional disparities?

Dr. Stewart: I guess the most articulate exponent of that view, senator, is the president of the small business group, John Bulloch, who would say to your question that the consequence of a real rise in the cost of energy is an enormous explosion in technologies in types of businesses that are labour intensive, that are, to a degree foot loose, and can be as easily located in one place as another. He would argue that yes, he sees a great remedy to regional imbalance in the adjustment to higher energy costs. I am not sure I would put things as ebulliently as he does, but yes, I think it does have those consequences.

The Chairman: Are there any further questions?

Senator Austin: Mr. Chairman, I know I have put quite a few questions, but I cannot restrain myself.

Dr. Stewart: You never could, senator.

Senator Austin: No, I never could. About the question of capital inflows, I should like to combine that with the idea of some form of federal-provincial co-ordination of capital inflows. We are talking about very large capital inflows to accommodate Canadian requirements in the 1980s. One figure used by the president of the Canadian Manufacturers' Association referred to \$50 billion in the non-energy sector in the 1980s alone, and we are talking about many times that on the energy side. How can we manage these foreign capital inflows in a way that does not have a disastrous effect on the level of the Canadian dollar and our competitiveness abroad?

[Traduction]

avec vous pour dire, qu'il s'agisse de l'impôt sur les gains en capital, de l'impôt sur le revenu, comme de l'impôt sur les bénéfiques des sociétés, qu'il existe une certaine tendance à imposer les gains dérivés de l'inflation et non pas les gains réels. Partout où cela se produit . . .

Le sénateur Godfrey: Pas dans la Loi de l'impôt sur le revenu.

M. Stewart: Je vous parle de l'impôt sur les bénéfiques des sociétés qui frappe les gains dérivés de l'inflation et non les bénéfiques réels; néanmoins je suis d'accord avec vous pour dire que l'indexation de l'impôt sur le revenu des particuliers vise à empêcher cela.

Le président: Vous avez dit que le capital devrait peut-être être remplacé par du matériel moins consommateur d'énergie, ce qui contribuerait à créer une économie à forte intensité de main-d'œuvre. Vous ai-je bien compris?

M. Stewart: Cela se ferait par étapes. Nous possédons, à l'heure actuelle, une économie à forte intensité de capital. L'avenir, semble prévoir une économie qui reposerait davantage sur la main-d'œuvre.

Le président: Les importantes variations des taux de chômage, constituent un des problèmes que posent les disparités régionales; pensez-vous que cette tendance atténuerait les disparités?

M. Stewart: Je pense que celui qui a le mieux exprimé ce point de vue, sénateur, est le président du groupe des petites entreprises, M. John Bulloch, qui vous répondrait qu'une augmentation réelle du coût de l'énergie provoquerait une énorme explosion technologique dans les entreprises à forte intensité de main-d'œuvre qui sont, dans une certaine mesure, plus maniables et plus facilement transférables ailleurs. Il vous dirait qu'il connaît un remède au déséquilibre régional, soit la hausse du prix de l'énergie. Je ne serais peut-être pas aussi affirmatif que lui, mais je crois que les répercussions sont réelles.

Le président: Avez-vous d'autres questions à poser?

Le sénateur Austin: Monsieur le président, je sais que j'ai déjà posé beaucoup de questions, mais je ne peux pas me retenir.

M. Stewart: Vous n'avez jamais pu le faire, sénateur.

Le sénateur Austin: Oui, vous avez raison. À propos de l'afflux de capitaux peut-être qu'on pourrait associer cette question à une forme de coordination fédérale-provinciale d'apports en capital? Nous parlons d'importants afflux de capitaux afin de répondre aux besoins canadiens dans les années 80. Le président de l'Association des manufacturiers canadiens a parlé de \$50 milliards, dans le secteur non énergétique pour les seules années 80, et il faudrait sans doute multiplier plusieurs fois ce chiffre pour le secteur énergétique. Comment pouvons-nous gérer ces afflux de capitaux étrangers sans qu'ils aient des répercussions, néfaste, sur le dollar canadien et sur notre compétitivité à l'étranger?